
le

Leader Humanitaire

La colonialité et les faiblesses du concept de localisation

FARAH MIHLAR



LE LEADER HUMANITAIRE

La colonialité et les faiblesses du concept de localisation

PUBLICATION 044

AVRIL 2024

Profil de l'auteur

Farah Mihlar

Dr Farah Mihlar est professeure en Études des conflits et droits humains au *Centre for Development and Emergency Practice* (Centre pour le Développement et les Pratiques d'urgence) à l'Université d'Oxford Brookes. Avant d'entamer sa carrière académique, elle a longtemps travaillé pour des ONG internationales dans des contextes de conflits avec toujours un intérêt particulier pour les droits des minorités.

Remerciements

Je souhaiterais remercier Dr Brigitte Piquard pour la relecture de cet article et pour ses précieux conseils, Zoe Jordan, pour avoir suggéré la publication de cet article et Tim Fawcett pour son soutien et sa relecture.

Bureau de rédaction

The Centre For Humanitarian Leadership
Deakin University
221 Burwood Highway
Burwood 3125 VIC
Australia

Rédactrice en chef (version anglaise) : Phoebe Downing et Marian Abouzeid

Rédactrice en chef (version française) : Justine De Rouck

Éditrice de production : Cara Schultz

Traduction : Benoît Glayre and Isaline Doucot

Mise en page : Diana De León

ISSN : 2653-1011 (En ligne)

Vous trouverez ci-dessous la « Reconnaissance territoriale » faite par le Centre for Humanitarian Leadership et conservée dans sa version anglaise. La « Reconnaissance territoriale » est une manière de reconnaître, de respecter et de rendre hommage aux peuples des Premières Nations en tant que propriétaires traditionnel.le.s et gardien.ne.s permanent.e.s des territoires.

The Centre for Humanitarian Leadership acknowledges the Australian Aboriginal and Torres Strait Islander peoples of this nation. We acknowledge the traditional custodians of the lands on which we work. We pay our respects to ancestors and Elders, past and present.

Droits d'auteurs

Ces publications ont été préparées pour le Centre for Humanitarian Leadership. Les points de vue présentés sont ceux des auteur.e.s et ne reflètent pas nécessairement le point de vue du Centre for Humanitarian Leadership. Ces publications sont distribuées afin de servir à la discussion et n'ont pas été examinées par des pairs.

© 2024 by Farah Mihlar. Tous droits réservés.

Image de couverture : Une poupée brisée trouvée dans les décombres de la bande de Gaza, 25 octobre 2023. © Bissan Owda/ Save the Children

Résumé

Cet article utilise le cadre analytique de la colonialité pour remettre en question le concept de localisation. Il soutient que pour rompre la dynamique asymétrique de pouvoir et réduire les inégalités existantes, le concept de localisation n'est pas adéquat. En effet, la localisation ne tient pas compte de la colonialité, la logique sous-jacente du colonialisme, qui est ancrée au sein du secteur humanitaire. Le positionnement et le financement sont deux facteurs permettant aux organisations des pays du Nord de rester dominantes, même dans les contextes où la localisation est appliquée. Cependant, cet article va encore plus loin et questionne la manière dont la colonialité épistémique et méthodologique renforce et maintient la subordination des organisations des pays du Sud. La localisation cherche à mettre en lumière et reconnaître les connaissances et l'expérience locales. Toutefois, et ironiquement, ces connaissances et cette expérience doivent souvent être produites par le biais de méthodes et systèmes des pays du Nord. Cette dynamique va donc à l'encontre du but recherché, car les institutions des pays du Nord contrôlent les méthodes et les pratiques et maintiennent ainsi le manque de renforcement des capacités qui empêche l'instauration d'une localisation efficace.

Pertinence du leadership

Cet article problématise le concept de la localisation, une théorie influente dans le secteur humanitaire. Il soutient que les dynamiques de pouvoir que la localisation cherche à défaire ne changeront pas tant que la colonialité - la logique sous-jacente au colonialisme - ne sera pas reconnue et traitée. Le document questionne donc la base structurelle et fondamentale sur laquelle la production de connaissances et les modes d'action humanitaire reposent et il montre de quelle manière, au sein du système humanitaire, les pays du Nord maintiennent leur domination. Utiliser la théorie décoloniale perturbe le positionnement « habituel » et dominant au sein du secteur, démystifie les présupposés et soulève des questions critiques auxquelles les responsables humanitaires doivent faire face lorsqu'il s'agit de penser les relations de pouvoir « internationales » versus « locales ».

Introduction

La localisation, bien que conceptuellement vague et controversée, reste un concept influent au sein du secteur de l'aide humanitaire internationale. Ayant reçu un nouvel élan à la suite des engagements pris au Sommet Humanitaire Mondial (SHM) en 2016, elle semble offrir des possibilités radicales pour remédier aux déséquilibres de pouvoir entre les organisations, les institutions au niveau international et les contextes locaux où les interventions sont menées. La localisation a également été encouragée pour d'autres raisons, telle que la rentabilité. Toutefois, la reconfiguration de la hiérarchie du pouvoir au sein du secteur humanitaire reste son principal objectif. L'engagement pris par les donateurs internationaux lors du Sommet Humanitaire Mondial, de consacrer au moins 25 % du financement direct aux acteurs locaux dans le cadre du Grand Bargain a donné un nouvel élan et a renforcé le concept de localisation. Pourtant, alors qu'il existe peu d'outils pour évaluer la localisation, des préoccupations émergent quant à l'ambiguïté de sa définition et quant au manque de clarté de son champ d'action (Barbelet, 2018). Quoi qu'il en soit, la localisation continue d'être présentée et promue comme un processus de transformation, avec des limites qui peuvent être résolues par une clarification, un engagement et une mise en œuvre accrue (Brabant et Patel, 2018 ; Spandler et al, 2022).

(...) lorsqu'il s'agit de déplacer la concentration du pouvoir du niveau international vers le niveau local, la localisation reste conceptuellement problématique et inadéquate.

Dans cet article, je soutiens que lorsqu'il s'agit de déplacer la concentration du pouvoir du niveau international vers le niveau local, la localisation reste conceptuellement problématique et inadéquate. En effet, elle n'aborde pas la colonialité, la logique sous-jacente du colonialisme, qui est profondément ancrée dans le secteur humanitaire et qui fait partie intégrante du problème de déséquilibre de pouvoir auquel la localisation veut remédier. Je définirai la colonialité et l'utiliserai comme cadre analytique pour expliquer les limites du concept de localisation. Cet article est en grande partie conceptuel et théorique avec des exemples étant uniquement tirés de la littérature existante, néanmoins, cette analyse conceptuelle est essentielle. Premièrement, elle met en évidence les obstacles structurels à la localisation, des obstacles qui n'ont pas été suffisamment pris en compte dans la littérature et elle permet ainsi de passer de la problématisation du concept à la compréhension des facteurs qui freinent sa mise en œuvre. Deuxièmement, elle met en évidence la nature « contre-productive » du

concept. En effet, la localisation prétend pouvoir déplacer les dynamiques de pouvoir tout en maintenant et en renforçant une hiérarchie. Reconnaisant que le secteur humanitaire est vaste, cette analyse se concentrera principalement sur le rôle des ONG internationales dans la localisation.

La décolonisation implique de se détacher de la colonialité et de la ré-existence (*re-existence*) et elle devrait être la recommandation évidente lorsqu'il s'agit d'aborder les questions soulevées ici. Cependant, il est complexe de la préconiser car la décolonisation va bien au-delà de l'élimination de la colonialité. Son impact sur le secteur international de l'aide humanitaire et du développement serait immense et engendrerait une réflexion bien plus approfondie. La décolonisation est un processus, un mouvement, qui doit être développé depuis la base plutôt que théorisé et imposé telle une recommandation académique ou politique. Nous soutenons ici que la reconnaissance et l'élimination de la colonialité est un point de départ essentiel pour atteindre les objectifs les plus élémentaires de la localisation.

Le positionnement est un concept crucial dans la décolonialité et mon positionnement est entaché de colonialisme. Je suis d'origine sri-lankaise, issue d'une communauté minoritaire, mais j'ai été instruite dans la langue et dans les institutions de mon ancien pays colonisateur et je travaille dans le secteur académique, un secteur qui a participé au projet colonial (Bhambra et al, 2018). J'ai passé près de deux décennies à travailler pour et avec des ONG internationales, y compris dans des contextes de crises humanitaires, et même s'il n'est pas évident pour moi de m'identifier comme une actrice internationale du secteur humanitaire, je ne pourrais pas prétendre non plus faire partie des actrices locales ou nationales. Cela s'explique en partie par le fait que je suis une migrante et que je reflète une hybridité à la fois dans mon pays d'origine et dans mon pays de résidence. Ma formation est principalement axée sur les droits humains, bien qu'en tant que membre d'un centre universitaire spécialisé dans l'action humanitaire, je m'engage et j'enseigne maintenant dans ce domaine. Cette position me permet d'identifier et de reconnaître la colonialité au sein de ce secteur et je considère cet article comme une intervention parmi les nombreuses conversations sur la décolonisation qui ont lieu dans cet espace.

Je suis consciente des immenses défis auxquels le secteur humanitaire est confronté au moment où j'écris ces lignes. La remise en cause du droit international humanitaire dans le cadre de la guerre à Gaza, le ciblage éhonté des travailleurs humanitaires et le retrait des fonds humanitaires de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) mettent le secteur dans une position complexe, peut-être la plus complexe qu'il n'ait jamais connue. La colonialité est sans doute aussi l'un des principaux facteurs contribuant aux défis que le secteur connaît actuellement, en particulier si nous pensons aux

allégations de « double standard » (Callaghan et al, 2023) ainsi j'espère que les questions soulevées dans cet article contribueront à la consolidation du secteur et non à son affaiblissement.

Je commencerai cet article par une brève clarification sur l'importance du choix des mots, ensuite, je procéderai à l'analyse des limites de la localisation et j'évoquerai ensuite le cadre conceptuel de la colonialité, j'utiliserai enfin ce cadre pour critiquer la localisation avant de conclure par une analyse de ce que la désassociation, voire la décolonisation, pourrait apporter au secteur.

Terminologie

Bien qu'elles soient considérées comme une amélioration considérable par rapport au langage du « premier monde » et du « tiers monde », les expressions « pays du Nord » et « pays du Sud » restent des termes extrêmement problématiques que je souhaite directement déconstruire avant de les utiliser dans cet article. Marnia Tlostanova (2011) nous donne une critique puissante de cette catégorisation binaire qui, selon elle, est essentialiste et réductrice, que ce soit sur le plan racial, religieux ou culturel. Pour elle, cette division est « produite par les pays du Nord » et présente les pays du Sud comme « pauvres, souffrant et opprimés, fixant leur place essentialisée de victime qui peut être détruite si leur résistance devient trop violente et dangereuse » (Tlostanova, 2011, p. 7). Comme je l'explique plus loin, le secteur humanitaire est complice du maintien de l'image négative et vulnérable que les pays du Sud ont aujourd'hui, il ne remet pas assez en question le rôle des pays du Nord dans la construction, la désignation et le cadrage de « l'autre ».

Les termes binaires « international » et « local » ont également fait l'objet de critiques similaires (Roepstorff, 2022). Ironiquement, l'appellation « local » découle de cette hiérarchie de pouvoir et des questions ont été soulevées quant à savoir qui définit ou qui encadre ce qui est « local » (Baguios et al, 2022). Non seulement ce cadrage ne tient pas suffisamment compte des catégories intermédiaires, telles que les acteur.rice.s nationaux.ales, mais il ne tient pas non plus compte des croisements entre les catégories ou des croisements à l'intérieur des catégories. Dans mes propres recherches sur la justice post-conflit au Sri Lanka, j'ai constaté que les frontières entre le local, le national et l'international étaient floues : certain.e.s acteur.rice.s internationaux.ales étaient impliqué.e.s dans des projets locaux, des locaux.ales et des nationaux.ales travaillaient au niveau international et des groupes de la diaspora basés à l'extérieur du pays exerçaient une influence considérable sur la politique locale. En effet, le « local » n'est pas aussi homogène que le cadre le suggère et l'imprécision du rôle du national par rapport au local peut induire en erreur, en particulier dans des contextes répressifs et lorsque le « local » constitue une population minoritaire par rapport à une majorité nationale.

Les chercheur.euse.s qui se sont penché.e.s sur ces questions ont proposé d'autres interprétations. McGinty (2015) invite à considérer le local comme un « système de croyances et de pratiques » qui va au-delà de la catégorisation géographique et peut être librement adopté par les réseaux et les communautés. Selon Baguios et al (2022), les mouvements des pays du Sud considèrent que le local se situe principalement au niveau de la communauté et s'étend à la société civile au niveau national, tandis que les organisations des pays du Nord considèrent que de multiples parties prenantes, des acteur.rice.s du gouvernement national aux organisations communautaires, font tous et toutes parties du niveau local. Bien que cela puisse aider à démystifier et à expliquer le « local », les questions discutées ci-dessus en relation avec la catégorisation binaire en particulier, restent un immense défi.

Dans cet article, j'utilise le terme « international » de manière interchangeable avec le terme « pays du Nord » et j'utilise le terme « local » pour désigner le reste, tout en reconnaissant les problèmes liés à ces dénominations. Que ce soit d'un point de vue géographique ou racial, l'international ou les « pays du Nord » ne représentent pas nécessairement une catégorie fixe, en effet, ces termes peuvent inclure une certaine représentation du local. Toutefois, il est important de reconnaître le statut dominant historique, culturel et racial de ces termes.

Comprendre et identifier la colonialité

La colonialité est la logique sous-jacente d'un système colonialiste (Quijano, 2007) qui a été maintenu à travers « les systèmes coloniaux et les technologies de domination jusqu'à aujourd'hui » (Rutazibwa, 2018). Défini par le privilège de la race à travers le capitalisme et la modernité, Anibal Quijano distingue le colonialisme eurocentrique du XV^{ème} siècle des autres formes de colonialisme. Selon Quijano (2000), cette structure de pouvoir mondial eurocentrique, capitaliste et coloniale a été accompagnée d'une expérience historique spécifique de la modernité ayant été fondée sur les idéaux européens de rationalité. « La logique de la colonialité est profondément ancrée et toujours masquée par la rhétorique de la modernité, que cette rhétorique prétende civiliser des barbares ou répandre la démocratie alors que les barbares ne l'ont ni élue, ni demandée » (Mignolo, 2020, p. 6). Les chercheur.euse.s s'intéressant au décolonialisme suggèrent que, bien qu'elles n'agissent plus en tant que puissances colonisatrices, les puissances eurocentriques ou occidentales maintiennent des relations hiérarchiques « d'exploitation et de domination » sur les « autres » - les autres étant principalement des peuples ayant été colonisés à travers une domination raciale et capitaliste (Grosfoguel, 2007).

Comme le colonialisme, la colonialité présente le monde sous une forme binaire : d'un côté les « colonisateur.rice.s », de l'autre, les « colonisé.e.s », les « civilisé.e.s, les sauvages », les « éclairé.e.s, les barbares », « la lumière,

l'obscurité », « les sauveur.euse.s et les victimes ». Comme les puissances coloniales l'ont fait auparavant, la colonialité est présentée aujourd'hui comme nécessaire, bénéfique, transformatrice et porteuse de bonnes intentions, alors qu'elle est, en fait, déresponsabilisante, nuisible et destructrice.

Comme le colonialisme, la colonialité présente le monde sous une forme binaire : d'un côté les « colonisateur.rice.s », de l'autre, les « colonisé.e.s », les « civilisé.e.s, les sauvages », les « éclairé.e.s, les barbares », « la lumière, l'obscurité », « les sauveur.euse.s et les victimes ». Comme les puissances coloniales l'ont fait auparavant, la colonialité est présentée aujourd'hui comme nécessaire, bénéfique, transformatrice et porteuse de bonnes intentions, alors qu'elle est, en fait, déresponsabilisante, nuisible et destructrice.

L'existence ou la prospérité de la colonialité au sein du secteur humanitaire n'est pas une surprise si l'on prend en compte sa propre relation historique avec le colonialisme. Dans les travaux académiques (Duffield et Hewitt, 2009), il est désormais bien établi que la logique du développement ou du progrès humain ait été dérivée de la mission de civilisation (Aspergren, 2009 ; Williams et Young, 2009) et de la vision de ce que ce progrès, cette croissance et cette avancée impliquent par rapport à la modernité (le « revers de la médaille » de la colonialité) (Quijano, 2009). En explorant le travail de Williams et Young, Duffield et Hewitt montrent de quelle manière le discours utilisé dans la mission de civilisation est reconfiguré « dans les idées contemporaines sur la gestion et l'imposition du développement et du changement social, à distance à travers la conditionnalité, le rôle et l'intervention d'agences extérieures, d'organismes professionnels et d'acteur.rice.s non étatiques » (2009, p. 6). L'histoire du développement de l'action humanitaire à travers le colonialisme et son incapacité à critiquer les atrocités coloniales ou à s'en protéger est également bien documentée (Pringle, 2017). De plus en plus proche de l'image du « sauveur blanc » (white saviourism) et accusé de reproduire et de maintenir la « blancheur » (Pallister et Wilkins, 2021), le secteur humanitaire permet également aux pays du Nord de perpétuer la domination et l'exclusion sous prétexte d'une éthique du soin (Reopstorff, 2020).

Les ONG internationales exerçant dans ce domaine n'ont pas été épargnées par cette critique. Elles sont accusées de perpétuer l'héritage colonial et la domination occidentale tout en affichant des idées d'indépendance et de neutralité. Wright (2012, p. 123) cite Wallace (2014), qui qualifie les ONG de « chevaux de Troie du néolibéralisme mondial » et remet en question

leur légitimité et leur responsabilité en raison de leur dépendance aux financements des donateur.rice.s, dont une grande partie provient des États et des « personnes propageant la domination occidentale » par le biais de la bureaucratisation, de la technocratisation, de l'homogénéisation et du corporatisme.

La colonialité offre une perspective critique essentielle, mais elle ne doit pas être considérée comme « pleinement achevée ». Des chercheur.euse.s ont souligné sa capacité d'essentialisation dans sa référence à l'eurocentrisme ou à l'Occident, qui comprend les États colonisateurs tels que les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Tous les pays colonisés ne partagent pas l'expérience historique dont découle le concept de colonialité. De plus, bien que les spécialistes de la décolonisation aient minutieusement analysé le positionnement de la Russie et de la Chine, les analyses restent limitées, compte tenu des récents événements politiques et économiques de ces deux pays. Malgré ces arguments, la colonialité offre un cadre qui aide à comprendre le déséquilibre qui existe dans la dynamique du pouvoir mondial, en particulier la difficulté de déconstruire ou de déplacer ce pouvoir. Comme l'affirme Meera Sabratnam (2017, p. 4), la colonialité explique comment les échecs se reproduisent « parce qu'ils sont constitués par des relations structurelles de différences coloniales qui façonnent intimement leur conception, leur fonctionnement et leurs effets ». Ceci est particulièrement important en ce qui concerne la production de connaissances, un point sur lequel je reviendrai plus en détails, en relation avec le secteur humanitaire, plus spécifiquement.

Localisation

Les travaux de Homi Bhabha, bien que développés en relation avec la culture, sont utiles pour comprendre la localisation. Bhabha (1994) parle de « troisième espace » (third space) comme des espaces intermédiaires de négociation et de contestation où de nouvelles formes d'identité sont produites, dans des contextes colonisés. Ces « troisième espaces », qui sont hybrides, où l'identité et les cultures se mélangent, sont très fréquents au sein du secteur de l'aide humanitaire internationale et du développement dans lequel opèrent les ONG internationales. Ces espaces assistent de plus en plus souvent à des mouvements entre le niveau international et local ; les locaux.ales et les nationaux.ales passent à l'international, reviennent ensuite parfois au local ou encore, les internationaux.ales passent suffisamment de temps au niveau local pour se sentir totalement immergé.e.s. Le « mimétisme » des internationaux.ales est également visible chez certains locaux.ales et nationaux.ales.

La localisation est en partie une réponse au fait que le secteur de l'aide est associé au colonialisme. En étendant le pouvoir, l'autonomie, le financement, les réponses, etc. au niveau local, on espère réduire l'asymétrie du pouvoir et alors déstabiliser la dichotomie centre-périphérie. Je soutiens ici que la localisation est un

produit du « troisième espace » et de l'« hybridité » qui s'est développée au sein des ONG internationales dans le domaine de l'humanitaire et du développement. C'est un point important car cela montre que les acteur.rice.s au niveau local n'ont jamais été de simples bénéficiaires de l'aide internationale, avec une attitude passive, mais qu'ils, elles ont résisté à sa domination et ont tenté d'influencer le cours des choses.

Les critiques de la localisation s'articulent autour des points suivants : l'absence de définition claire, la binarité du concept, les problèmes de catégorisation du local et de l'international, sa portée, sa mise en œuvre et son évaluation (Barbelet, 2018 ; Baguios et al, 2021 ; Fast, 2017). Il existe également des travaux importants qui mettent en lumière le déséquilibre des pouvoirs au sein même de la localisation (Baguios et al, 2021 ; Barbelet, 2018 ; Fast, 2017 ; Piquard, 2021 ; Roepstorff, 2019.), y compris la discussion des héritages coloniaux et de la colonialité (Roepstorff, 2019 ; Zadeh-Cummins, 2022). Je souhaite élargir et développer l'analyse de Roepstorff (2019) sur la colonialité dans le cadre binaire de la construction du local versus l'international, dans le contexte de la localisation. À travers une perspective de colonialité plus large, j'irai au-delà de la binarité en postulant qu'au sein du secteur humanitaire, la localisation est inadéquate pour modifier de manière significative les dynamiques de pouvoir, parce qu'elle est fondamentalement ancrée dans une dynamique de colonialité. Elle ne risque pas simplement de « perpétuer les problèmes qu'elle veut traiter » (Roepstorff, 2019, 1), elle est en fait contre-productive.

Positionnement : pouvoir et finance

Mon point de départ est ce que des chercheur.euse.s travaillant sur la question de la décolonisation comme Walter Mignolo, nomment le « lieu d'énonciation », ou le positionnement à partir de laquelle nous parlons. Mignolo (2009) affirme que, bien que le lieu d'énonciation puisse être présenté comme neutre ou indépendant, il a un positionnement culturel et géopolitique. Même si nous considérons que la localisation émerge d'un « troisième espace », son lieu d'énonciation se situe dans les pays du Nord. Ainsi, ce positionnement s'accompagne d'une structure de pouvoir sous-jacente et manifeste.

Même si nous considérons que la localisation émerge d'un « troisième espace », son lieu d'énonciation se situe dans les pays du Nord. Ainsi, ce positionnement s'accompagne d'une structure de pouvoir sous-jacente et manifeste.

Les liens historiques et structurels entre le secteur humanitaire, le colonialisme et la colonialité sont à la base du concept de localisation. Cela comporte

des interrogations tel que le zèle missionnaire des humanitaires qui s'est étendu jusqu'à, dans des contextes de colonisation, vouloir « sauver » les indigènes de leurs propres croyances, pratiques et modes de vie perçus comme « barbares » et « sauvages », tout en omettant de mentionner les exploitations, les pillages, la déshumanisation et la destruction du pays colonisateur, y compris lorsque les pays cherchaient et obtenaient leur indépendance (Baughan, 2020). Lorsque les acteur.rice.s humanitaires des pays du Nord interviennent et apportent leur aide au sein de conflits ou de crises, quel est le rôle du colonialisme ? L'aide humanitaire, sa colonialité et sa politique sont inhérentes à cette question. Quelle est la relation entre l'aide humanitaire et la politique étrangère des États « occidentaux » ? Quelle est la politique de cet « humanitarisme » et de l'assistance, en particulier lorsqu'il correspond à l'échec de certain.e.s acteur.rice.s internationaux.ales à faire respecter les lois et les normes de base qui protègent les vies humaines ? Ces conversations prennent place à différents niveaux dans le secteur humanitaire, mais pas nécessairement en relation avec la localisation. Concevoir la localisation sans la mettre en relation avec ces questions est problématique et insignifiant. Nous ne pouvons pas aborder la localisation sans parler des facteurs fondamentaux qui ont produit la structure de pouvoir inégale qu'elle cherche à défaire.

Puisque le lieu d'énonciation du concept de localisation se trouve dans les pays du Nord c'est au niveau international que les termes sont fixés, que le concept est défini et dicté et cela se reflète dans les différentes définitions de la localisation. L'objectif fondamental de la localisation est de placer les acteur.rice.s locaux.ales au centre du processus humanitaire (Geoffroy, Grunewald et Ní Chéilleachair, 2017), mais son absence de définition uniforme pose un problème évident pour atteindre cet objectif.

Les principaux.ales donateur.rice.s donnent une définition de la localisation qui peut considérablement varier. L'USAID, par exemple, la définit comme « des réformes internes, des actions et des changements de comportement » qui cherchent à placer les acteurs.rice.s locaux.ales « à la tête de l'action, à renforcer les systèmes locaux et à répondre aux besoins des communautés locales » (USAID, n.d.). Europe Aid se réfère à « l'autonomisation des intervenant.e.s locaux.ales dans les pays touchés pour diriger et fournir l'aide humanitaire » (Commission européenne, n.d.). L'accent est toujours mis sur le renforcement des capacités et des ressources pour atteindre l'objectif de manière durable. Le réseau mondial d'ONG humanitaires ICVA (International Council of Voluntary Agencies), définit la localisation comme tel : « processus par lequel un éventail diversifié d'acteur.rice.s humanitaires tentent, chacun à leur manière, de faire en sorte que les acteur.rice.s locaux.ales et nationaux.ales soient mieux impliqués.e.s dans la planification, l'apport et la responsabilité de l'action humanitaire, tout en veillant à ce que l'on puisse rapidement et efficacement répondre aux besoins humanitaires et dans le respect des principes" (ICVA, 2019).

Qu'il s'agisse de « rendre plus autonome », de « mettre en avant » ou de « mieux impliquer » les acteur.rice.s locaux.ales, ces définitions indiquent clairement qui est aux commandes du processus. Il s'agit peut-être d'une demande ascendante, mais c'est en grande partie une offre descendante, avec des acteur.rice.s des pays du Nord qui fixent les critères et décident de comment et quand mettre en place le processus. Pardy et al (2022) font allusion à ce point en évoquant le « grand silence » (*grand silencing*) produit avec le lancement du Grand Bargain, signé par 30 pays participants, tous issus des pays du Nord, après une consultation large et efficace au Sommet Humanitaire Mondial d'environ 23 000 participant.e.s, dont beaucoup venaient des pays du Sud. Bien que certain.e.s aient affirmé que les pays du Nord devaient prendre la responsabilité de rendre des comptes par rapport à leur rôle historique dans le déséquilibre des pouvoirs, qui existe aujourd'hui, la localisation est à la merci des acteur.rice.s des pays du Nord, qui, avec la même logique que les pays colonisateurs peuvent continuer à maintenir l'assujettissement ou à soutenir de manière sélective les acteur.rice.s locaux.ales au sein du secteur humanitaire.

Le pouvoir du financement est un autre facteur essentiel. La dynamique initiale des engagements pris par les donateur.rice.s et les organisations internationales, y compris en matière de financement, semble s'essouffler. Selon le rapport 2023 de Global Humanitarian Assistance, l'aide internationale fournie directement aux acteur.rice.s nationaux.ales et locaux.ales n'a représenté que 1,6 %, soit moins que les 2,3 % de 2016, l'année où le Grand Bargain a été conclu. En revanche, les fonds alloués aux organisations multilatérales sont passés de 52 % à 61 % en 2023. Cette régression de l'engagement financier suggère que la localisation risque de n'offrir que des promesses en l'air. De plus, même si l'engagement financier est respecté, les acteur.rice.s des pays du Nord seront toujours en position de domination par rapport à ceux des pays du Sud.

Les chercheur.euse.s qui travaillent sur les questions de décolonisation ont réussi à établir le lien entre le capital et la race au sein de la colonialité. Quijano (2000) a montré que ce lien est la logique qui a permis à l'exploitation et au pillage, par le biais du racisme et de l'esclavage, de fonctionner de manière inédite pour permettre la domination coloniale européenne (Quijano, 2000). Même un transfert de 25 % des fonds vers le local ne pourrait suffire à reconfigurer toute la structure et le flux de financement au sein du secteur humanitaire et ces freins ont pour effet de maintenir la situation actuelle et donc de perpétuer la colonialité.

Colonialité de l'être et du savoir

La colonialité ontologique explique comment l'impact causé par la colonisation sur l'être et le savoir se poursuit encore aujourd'hui (Maldonado-Torres, 2007). Cela inclut, les formes d'identité, les cultures, les

traditions, les modes de vie, les visions du monde et la spiritualité. Les modes de vie autochtones et indigènes ont été détruits tandis que ceux des pays colonisateurs ont été imposés et rendus attrayants car présentés en tant que modes de vie « civilisés », « supérieurs » ou « éclairés ». Les penseur.euse.s qui travaillent sur les questions de décolonisation affirment que cette logique reste en place à travers la colonialité ontologique qui est propagée par la modernité, la mondialisation et le développement. Cela remet en question ce qui constitue une existence digne, progressive et sûre ; cette existence, est-elle basée sur les perspectives dominantes d'une partie du monde ou à travers une pluralité de modes de vie ? Dans le secteur humanitaire, la réponse à cette question devient évidente avec ce que les chercheur.euse.s appellent le « sauveur blanc » (*industrial white saviourism*) et l'éthique de la représentation de la souffrance dans les pays anciennement colonisés (Calain, 2013 ; Kherbaoui & Aronson, 2022). Sylvia Wynter (1996) et Mignolo (2009) remettent en question la construction raciale, sexuelle, culturelle et historique du terme « humain », qui prétend être universel, mais qui a en fait été créé pour protéger uniquement des groupes spécifiques. Pallister-Wilkins (2021, p. 98) affirme que, dans le secteur de l'humanitaire, cela permet non seulement à la suprématie blanche de rester « incontestée, mais aussi de prospérer ». Sans utiliser spécifiquement ce discours, des articles plus récents ont fait allusion à la colonialité ontologique au sein du secteur humanitaire dans la manière dont l'image des « bénéficiaires de l'aide » ou des « victimes » est présentée et nourrie par les réponses humanitaires que les acteur.rice.s internationaux.ales offrent (Jayawickrama, 2018 ; Gathara, 2020).

Il est intéressant de relever que les raisons invoquées pour expliquer la réticence des acteur.rice.s internationaux.ales à mettre en place la localisation sont une illustration même de la colonialité. Il s'agit notamment de la perception des locaux.ales comme présentant un manque de responsabilité ou comme n'étant pas dans la capacité de respecter de manière fiable les principes humanitaires de neutralité et d'impartialité (Baguios et al, 2021). Et ce, bien que les acteur.rice.s internationaux.ales aient été critiqué.e.s pour leur manque de responsabilité vis-à-vis des communautés locales et des bénéficiaires de leurs services (Baguios et al, 2021). De même, les affirmations selon lesquelles les acteur.rice.s locaux.ales sont incapables d'être neutres ou impartiaux.ales pourraient également être formulées à l'encontre des acteurs.rice.s internationaux.ales qui dépendent de la politique de l'aide gouvernementale et se trouvent sous leur influence. Cependant, en présentant les populations locales comme « déficientes » (comme le faisaient autrefois les pays colonisateurs), les internationaux.ales sont en mesure de justifier en permanence leur volonté de les « civiliser », de les « moderniser » et de les « développer ».

En réponse à cela, certain.e.s considèrent les modes de vie comme une dimension importante de la localisation, qui soutient que les réponses humanitaires doivent

être adaptées aux modes de vie locaux plutôt que de représenter une version imposée de l'extérieur (Baguios et al, 2021). Il y a cependant très peu de références sur cet aspect de la localisation, dans la littérature du secteur humanitaire. En outre, nous pouvons nous demander comment les modes de vie locaux peuvent se développer et s'épanouir dans le secteur lorsque les structures, les systèmes et les processus de base restent non seulement biaisés, mais donnent la priorité aux modes de vie occidentaux, modernes et coloniaux.

Nous pouvons nous demander comment les modes de vie locaux peuvent se développer et s'épanouir dans le secteur lorsque les structures, les systèmes et les processus de base restent non seulement biaisés, mais donnent la priorité aux modes de vie occidentaux, modernes et coloniaux.

Ces modes de vie découlent de nos croyances et de ce que nous savons de notre existence et sont étroitement liées à la production de connaissances. Quijano (2007) montre comment les anciennes puissances coloniales évaluaient systématiquement les savoirs et les formes de connaissance des populations autochtones, en s'appropriant les éléments qu'elles jugeaient intéressants et en, successivement, tournant en dérision, rejetant ou même détruisant ce qui n'était pas utile à leur projet colonial. Mignolo (2009) parle d'ailleurs d'une dualité entre la « destitution » des savoirs locaux et la « constitution » de pensées et de savoirs extérieurs, occidentaux, européens et rationnels et présentés avec, comme l'explique Quijano (2007), un sentiment de « totalité », de perfection ou d'exhaustivité.

Grosfoguel (2011, p.5) résume la colonialité de la connaissance comme « les paradigmes dominants eurocentriques qui ont informé la philosophie et les sciences occidentales dans le système mondial capitaliste, patriarcal, moderne et colonial au cours des 500 derniers siècles et qui supposent un point de vue universaliste, neutre et objectif ». Au sein du secteur humanitaire, cette perspective est reproduite en mettant l'accent sur certaines connaissances et méthodes qui font « autorité », qui sont « crédibles », « acceptables », « fiables », voire « universelles » et que les ONG internationales revendiquent souvent au détriment des organisations locales.

Permettez-moi d'approfondir ce point sur deux aspects : premièrement, ce qui constitue la connaissance et ensuite, la manière dont elle est produite. Dans le secteur humanitaire, la connaissance devient nécessaire pour comprendre, planifier, préparer et répondre aux crises, ainsi que pour examiner et évaluer ces réponses.

Les universitaires et les chercheur.euse.s ont déjà soulevé la question du positionnement politique, culturel et du pouvoir dans ce qui peut être interprété comme un savoir dans le secteur humanitaire (Piquard, 2021 ; Baguios et al, 2021). Piquard (2021, p.87) affirme que le savoir local dans les contextes humanitaires est principalement considéré comme « tacite : non formalisé, pratique, intuitif et résidant dans les comportements et les perceptions des individus ou des organisations locales ». Par conséquent, les connaissances locales sont souvent « mises de côté ou confinées à des rôles spécifiques » (Humanitarian Action Group et al, 2021). Il peut s'agir, par exemple, de fournir des connaissances contextuelles et situationnelles. Malgré cela, l'interprétation, la création de sens et l'utilisation de ces connaissances dans le contexte humanitaire reposent sur des systèmes, des outils et des cadres dominants provenant de l'international. Les informations provenant du niveau local sont souvent interprétées et présentées dans une terminologie et des cadres appartenant au niveau international, inconnu ou peu connu du niveau local.

De plus, les acteur.rice.s internationaux.ales conservent souvent leur statut d'expert.e.s, de spécialistes et de fournisseur.euse.s de connaissances techniques qui découlent de leur perspective internationale et de leur compréhension des lois et des normes. Ce positionnement, qui permet d'acquérir des connaissances spécialisées considérées comme hors de portée des populations locales, ainsi que le contrôle des règles, du cadrage et de l'interprétation des connaissances produites au niveau local, permet aux acteur.rice.s internationaux.ales de rester au sommet de la hiérarchie des connaissances.

Cette domination repose sur les constructions coloniales binaires de « civilisé » et « éclairé » par opposition à « primitif » et « sauvage », ainsi que sur la présentation linéaire du temps. L'Europe étant perçue comme ayant progressé de l'Âge des ténèbres aux Lumières, rendant ainsi nécessaire la mission de civilisation par le biais du colonialisme (Quijano, 2007).

En outre, cette hiérarchie de pouvoir est validée par des discours qui affirment que les méthodes de production de connaissances des pays du Nord sont supérieures, voire pleinement achevées. Les normes, les principes, les pratiques, les outils et les processus du secteur humanitaire sont censés être issus de méthodes évaluées et testées au niveau mondial, ce qui garantit leur crédibilité, leur fiabilité et leur autorité. Le fait que ces méthodes de recherche et de production de normes proviennent en grande partie des pays du Nord - avec le positionnement culturel, historique et idéologique particulier que cela implique - est dissimulé par le discours de neutralité, d'universalité et d'acceptabilité au niveau international. Ainsi, les méthodes alternatives, telles que, par exemple, les formes de transmission orale ou les interprétations de phénomènes naturels ou autres - qui ont d'ailleurs servi de déclencheurs d'alerte et qui ont sauvé des communautés de catastrophes - restent mises à l'écart

par les organisations des pays du Nord (HAG et al, 2021), souvent considérées comme peu fiables ou ne montrant pas les preuves nécessaires. HAG et al (2021) ont listé de nombreux exemples de savoirs locaux présentant une valeur cruciale pour le secteur humanitaire, mais jamais considérés au-delà de « d'objets » pouvant être utilisés à titre consultatif seulement.

Bien que des progrès aient été réalisés en matière de documentation et d'utilisation des connaissances locales, la nécessité de localiser les modes d'interprétation, d'analyse et les méthodes de connaissance est peu discutée. Même si les formes participatives de recherche, de suivi et d'évaluation gagnent du terrain, elles continuent à fonctionner avec des méthodes, des systèmes, des outils et des approches provenant des pays du Nord et eurocentriques, même s'ils sont présentés comme « globaux » et faisant « autorité ».

Colonialité des connaissances et manque perpétuel de capacité

L'une des raisons invoquées par les organisations des pays du Nord pour expliquer leur retard dans l'avancement de la localisation est le manque de préparation des acteur.rice.s locaux.ales à respecter les « normes mondiales ». Dans un système mondial comme le secteur humanitaire, il ne fait aucun doute que des normes et des principes communs sont nécessaires, et cet article ne le nie pas. Toutefois, nous remettons en question la manière dont le « neutre/universel » s'est transformé en « global/international » et nous nous interrogeons sur le pouvoir politique, économique et culturel qui se trouve à la base de ces normes. Il est possible d'affirmer que quelques acteur.rice.s locaux.ales (sur le plan de la représentation et de l'idéologie) ont participé à l'établissement des principes par le biais de tiers espaces. Cependant, le cadre de la colonialité nous permet de comprendre comment le déséquilibre de pouvoir sous-jacent et le contrôle des systèmes et des méthodes par les pays du Nord finissent par maintenir et perpétuer leur supériorité et leur domination sur les connaissances, les normes et les processus, même lorsqu'ils peuvent être produits ou influencés par les acteur.rice.s locaux.ales.

Ainsi, l'idée de localisation ne peut être considérée que comme dépendante de normes dérivées, produites par et développées avec la connaissance et la compréhension de la puissance dominante, créant alors un système (apparenté à la mission de civilisation), qui permet aux pays du Sud d'aspirer à un contrôle et à une influence localisée qu'ils ne pourront, en fait, jamais pleinement atteindre. Cette dynamique produit et maintient un manque de capacité et de ressources qui, à nouveau, renforce la domination des pays du Nord. Barbelet (2018) explique que malgré l'absence de définition claire des termes « local » et « capacité », la « capacité » est devenu une question centrale. Alors que Barbelet affirme que la capacité doit être comprise comme la contribution d'un

acteur.rice à réduire la souffrance plutôt que sa capacité à gérer des ressources et à rendre compte de ses actions, les organisations humanitaires internationales, elles, la considèrent toujours comme un exercice technique (Barbelet, 2018). Cela s'explique en partie par le fait que les acteur.rice.s internationaux.ales donnent la priorité à certaines compétences sans remettre en question les hypothèses et les critères nécessaires pour atténuer les souffrances plutôt que pour gérer les ressources. C'est ce que Barbelet (2018) attribue à la « dynamique du pouvoir et aux sous-entendus néocoloniaux » que les processus actuels d'évaluation des capacités impliquent. Je soutiens que cela est lié à mon argument de départ selon lequel la colonialité au sein de la localisation entraîne un manque perpétuel de capacité qui va alors à l'encontre de son objectif de transférer le pouvoir au niveau local. Ce prétendu déficit de connaissances doit être comblé par des formations, des outils et le développement des capacités techniques des ONG internationales, ce qui leur permettent d'atteindre une position d'autorité indispensable dans la production de connaissances.

Bien qu'il soit prouvé qu'ils.elles sont souvent les premier.ère.s à arriver sur les lieux d'une crise et qu'ils.elles répondent de manière adéquate aux besoins de la population, les ONG internationales considèrent- comme les pays colonisateurs- que ceux-ci et celles-ci ne sont pas à la hauteur.

Depuis des décennies, le renforcement des capacités dans les pays du Sud est un élément central des programmes des ONG internationales. Cela consiste à développer, construire et renforcer les compétences des acteur.rice.s locaux.ales. Bien qu'il soit prouvé qu'ils.elles sont souvent les premier.ère.s à arriver sur les lieux d'une crise et qu'ils.elles répondent de manière adéquate aux besoins de la population, les ONG internationales considèrent- comme les pays colonisateurs- que ceux-ci et celles-ci ne sont pas à la hauteur. Les compétences au niveau local sont jugées médiocres et doivent être renforcées uniquement pour répondre aux critères fixés par les pays du Nord, qu'il s'agisse de se conformer aux normes internationales ou de rendre des comptes aux donateur.rice.s internationaux.ales. En effet, même les pays du Nord doivent adhérer à ces normes, mais je soutiens que les normes et les critères des évaluations sont en grande partie imposés par le haut. OXFAM (2023) a récemment tenté de rééquilibrer ces relations avec l'idée du partage des compétences, mais tant que les acteur.rice.s locaux.ales travailleront avec les outils et les approches épistémiques et méthodologiques des pays du Nord, ils.elles resteront toujours sur leur faim. Tant que les connaissances et les méthodes de production

des connaissances restent basées sur celles des pays du Nord, les pays du Sud seront en permanence en train de « rattraper leur retard » et donc incapables de parvenir à une véritable égalité.

Conclusion

Sans identification et suppression de la colonialité, la localisation n'est qu'un autre outil avec lequel les acteur.rice.s internationaux.ales peuvent examiner, mesurer, limiter, restreindre et contrôler les acteurs.rices au niveau local et ainsi perpétuer leur domination au sein du secteur humanitaire. La déconnexion, la désobéissance et la ré-existence (*re-existence*) ou la décolonialité sont des éléments cruciaux pour le secteur humanitaire avant et après l'instauration de la localisation. Cela implique, premièrement, d'identifier les liens historiques du secteur avec le colonialisme et la colonialité et de systématiquement supprimer ces liens. Cela implique également de déplacer le lieu d'énonciation des discours hors des pays du Nord et de permettre à de nouvelles formes d'existence de se développer et de s'épanouir. La décolonialité a une interprétation très particulière, ce n'est pas un euphémisme pour la diversité ou l'inclusion. La décolonialité englobe le genre, le racisme et diverses formes de discrimination. La décolonialité n'est pas un programme ou une politique que les organisations internationales peuvent créer et mettre en œuvre, mais c'est un réel processus qui doit être actionné au niveau local. Cependant, du fait de sa nature, la colonialité est intangible et moins visible. De plus, pendant des siècles, le colonialisme, la colonialité et la modernité ont implanté leur supériorité dans notre manière de pensée et dans nos idées, ceci peut-être même inconsciemment, et défaire ces idées s'avèrera complexe. Néanmoins, la décolonialité se manifeste par des actes de résistance, incluant les

efforts des acteur.rice.s locaux.les à localiser, des efforts que nous pouvons encourager, soutenir et renforcer.

Une véritable décolonialité entraînera un rééquilibrage du pouvoir, ce qui nécessitera également une ré-existence (*re-existence*) des acteur.rice.s internationaux.ales. Puisque l'existence même des institutions et organisations internationales a été construite sur la base de la colonialité, la suppression de celle-ci provoquerait un cataclysme. Il s'agit là d'un problème majeur pour les acteur.rice.s internationaux.ales et c'est peut-être la raison pour laquelle il existe une telle réticence à envisager la décolonialité. Ce cataclysme impliquerait de transférer le contrôle, la gestion et la prise de décision aux pays du Sud et de développer de nouvelles façons d'exister et de nouveaux savoirs, y compris des méthodes, des systèmes, des processus et des outils qui ne correspondent pas aux modèles acceptés par le niveau « global » et « international ». Dans la pratique, cela signifie désapprendre et réapprendre, le renforcement des capacités des pays du Nord devra d'abord s'appuyer sur les connaissances et les méthodes des pays du Sud pour que le partage puisse avoir lieu. La décolonialité n'implique pas le rejet des méthodes, des outils et des pratiques provenant des pays du Nord mais exige de déconstruire la position de domination qu'ils occupent et demande une reconfiguration du système à travers des connaissances et des modes de vie « autres » et « marginalisés ».

Il s'agira d'un changement sismique pour le secteur humanitaire, un changement qui nécessitera une introspection interne importante et un engagement en faveur de changements structurels profonds qui iront bien au-delà de la localisation. À moins d'un tournant radical et transformateur qui s'attaquera à l'inégalité et à l'injustice qui existent au sein du secteur humanitaire aujourd'hui, ce changement n'aura probablement lieu qu'à un niveau superficiel.

Bibliographie

- Aspengren, H. (2012). Empire: a Question of Hearts? In *Empire, Development & Colonialism*. Boydell and Brewer Limited, 45-58.
- Cullen, Poppy; McCorriston, Steve & Thompson, Andrew. (2022). The "Big Survey": Decolonisation, Development and the First Wave of NGO Expansion in Africa After 1945. *The International History Review*, 44:4, 721-750.
- Baguios, Arbie; King, Maia; Martins, Alex and Pinnington, Rose. (2021). *Are we there yet? Localisation as the journey towards locally led practice Models, approaches and challenges*. ODI, Available at: <https://odi.org/en/publications/are-we-there-yet-localisation-as-the-journey-towards-locally-led-practice/>
- Barbelet, Veronique. (2018). *As local as possible, as international as necessary: understanding capacity and complementarity in humanitarian action*. ODI, Available at: <https://odi.org/en/publications/as-local-as-possible-as-international-as-necessary-understanding-capacity-and-complementarity-in-humanitarian-action/>
- Bhabha, Homi. (1994). *The Location of Culture*. Routledge.
- Bhambra, G. K.; Gebrial, D. and Nişancioğlu, K. (2018). *Decolonising the University*. London: Pluto Press.
- Brabant, Van. K. & Patel, S. (2018), *Localisation in practice, emerging indicators and practical recommendations*, Available at: https://www.preventionweb.net/files/59895_localisationinpracticefullreportv4.pdf
- Calain, Philippe. (2013). Ethics and images of suffering bodies in humanitarian medicine. *Social Science & Medicine*, Volume 98:2013, 278-285,
- Duffield, Mark, & Hewitt, Vernon. (2009). Introduction. In M. Duffield & V. Hewitt (Eds.), *Empire, Development and Colonialism: The Past in the Present*. Boydell & Brewer, 1-15.
- European Commission. (no date). European Civil Protection and Humanitarian Operations – Localisation Fact sheet. Available at: https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/what/humanitarian-aid/localisation_en
- Fast, Larissa. (2017). *Upending humanitarianism Questions emerging 'from the ground up'*. Humanitarian Policy Group. ODI.
- Gathara, Patrick, (2020), What makes a humanitarian crisis. *Al Jazeera Opinion*, Available at: <https://www.aljazeera.com/opinions/2020/7/3/what-makes-a-humanitarian-crisis>
- Geoffroy, V.; Grunewald, F.; & Ni Chéilleachair, R. (2017). *More than the Money – Localisation in practice*. Groupe URD & Trócaire, 1-8.
- Grosfoguel, Ramón. 2011. Decolonizing Post-Colonial Studies and Paradigms of Political-Economy: Transmodernity, Decolonial Thinking, and Global Coloniality. *TRANSMODERNITY: Journal of Peripheral Cultural Production of the Luso-Hispanic World*. 1.1, Available at: <https://live-ethnic-studies.pantheon.berkeley.edu/wp-content/uploads/2019/07/24/grosfoguel-decolonizing-pol-econ-and-postcolonial.pdf>
- Humanitarian Leadership Academy. (no date). Local knowledge in humanitarian response. Available at: https://static1.squarespace.com/static/5db2f0dc29f30174496dfbc6/t/5e53df328ff9f5167fd2408d/1582554934400/Humanitarian+Leadership+Academy+-+Local+Knowledge+in+Humanitarian+Response+Report_small.pdf
- Humanitarian Advisory Group; CoLab; Glow Consultants; Insights; Australian Aid. (2021). *Needles in a Haystack: Analysis of Global South roles in humanitarian knowledge production*. Available at: <https://humanitarianadvisorygroup.org/wp-content/uploads/2022/12/HAG-HH2-PPLL-Needles-in-the-HaystackFINAL.pdf>
- ICVA. (2019). *Unpacking localization*. Humanitarian Leadership Academy, Available at: <https://www.icvanetwork.org/uploads/2021/08/Unpacking-Localization-ICVA-HLA.pdf>
- Jayawickrama, Janaka. (2018). Humanitarian aid system is a continuation of the colonial project. *Al Jazeera Opinion*, Available at: <https://www.aljazeera.com/opinions/2018/2/24/humanitarian-aid-system-is-a-continuation-of-the-colonial-project>
- Kherbaoui, J., and Aronson, B. (2022). Bleeding through the band-aid: The white saviour industrial complex. In *Routledge Handbook of Critical Studies in Whiteness* (1st ed). Routledge, 269-279.
- OXFAM. (2023). *Inclusive language guide*, Available at: <https://policy-practice.oxfam.org/resources/inclusive-language-guide-621487/#:~:text=Language%20has%20the%20power%20to,in%20the%20context%20of%20inequality>.
- Mac Ginty, Roger and Richmond, Oliver, P. (2013). The Local Turn in Peace Building: a critical agenda for peace. *Third World Quarterly*, 34:5, 763-783.
- Maldonado-Torres, Nelson. (2007). ON THE COLONIALITY OF BEING. *Cultural Studies*, 21:2-3, 240-270.
- Mignolo, W. D. (2007). Delinking. *Cultural Studies*, 21:2, 449-514.
- Mignolo, Walter D. (2009). Who Speaks for the "Human" in Human Rights? *Hispanic Issues Series*. Retrieved from the University of Minnesota Digital Conservancy, <https://hdl.handle.net/11299/182855>.
- Mignolo, W. D. (2011). *The Darker Side of Western Modernity: Global Futures, Decolonial Options*. Duke University Press.

- Mignolo, W. D. (2017). Coloniality Is Far from Over, and So Must Be Decoloniality. *Afterall: A Journal of Art, Context and Enquiry*, 43:38-45
- Mignolo, W. D. (2020). Coloniality and globalization: a decolonial take. *Globalizations*, <https://www.sit.edu/criticalconversations/assets/Coloniality-and-globalization-a-decolonial-take.pdf>
- O'Callaghan, Sorcha; Khan, Ayesha; Nwajiaku-Dahou, Kathryn; Tindall, Theo; Fouad, Leen and Milesi, Cecilia. (2023). *Humanitarian hypocrisy, double standards and the law in Gaza*. ODI, Available at: <https://odi.org/en/insights/humanitarian-hypocrisy-double-standards-and-the-law-in-gaza/>
- Pallister-Wilkins, Polly. (2021). Saving the souls of white folk: Humanitarianism as white supremacy. *Security Dialogue*, 52:S, 98-106
- Pardy, Maree.; Kelly, Max. and Mc Glasson, M. A. (2016) *Listening and localisation*. Centre for humanitarian leadership, Available at: https://centreforhumanitarianleadership.org/wp-content/uploads/2022/06/Listening-report_v2.pdf
- Piquard, Brigitte. (2022). What knowledge counts? Local humanitarian knowledge production in protracted conflicts. A Central African Republic case study. *Peacebuilding*, 10:1, 85-100
- Quijano, A. (2007). Coloniality and modernity/rationality. *Cultural Studies*, 21:2-3, 168-178.
- Quijano, A. (2000). Coloniality of power and Eurocentrism in Latin America. *International Sociology*, 15 (2), 215-232
- Roepstorff, K. (2020). A call for critical reflection on the localisation agenda in humanitarian action. *Third World Quarterly*, 41(2): 284-301.
- Rutazibwa, Umurerwa, Olivia. (2018). What's There to Mourn? Decolonial Reflections on (the End of) Liberal Humanitarianism. *Journal of Humanitarian Affairs*, 1:1.
- Sabaratnam, M. (2017). *Decolonising Intervention: International Statebuilding in Mozambique* (1st ed.). Rowman & Littlefield International.
- Spandler, Kilian; Roepstorff, Kristina and Maitra, Sulagna. (2022). Editorial: Localization and the politics of humanitarian action. *Frontiers in Political Science*, Available at: <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fpos.2022.10131874.2673-3145>
- Tlostanova, M. (2011). The South of the Poor North: Caucasus Subjectivity and the Complex of Secondary "Australism." *The Global South*, 5(1), 66-84.
- USAID. (no date). *Localization*. Available at: <https://www.usaid.gov/localization#:~:text=USAID%20defines%20localization%20as%20the,is%20responsive%20to%20local%20communities>.
- Williams, D., & Young, T. (2012). The International Politics of Social Transformation. In *Empire, Development & Colonialism*. Boydell and Brewer Limited, 102-115.
- Wright, G. W. (2012). NGOs and Western hegemony: causes for concern and ideas for change. *Development in Practice*, 22(1), 123-134.
- Wynter, S. (2003). Unsettling the coloniality of being/power/truth/freedom: Towards the human, after man, its overrepresentation – an argument. *CR: New Centennial Review*, 3(3), 257-337
- Zadeh-Cummings, Nazanin. (2022). Through the looking glass: Coloniality and mirroring in localisation. *The Humanitarian Leader*, working paper 031, NOVEMBER 2022, Available at: <https://centreforhumanitarianleadership.org/research/publications/through-the-looking-glass-coloniality-and-mirroring-in-localisation/>

Cette publication est rendue possible grâce au généreux soutien du peuple américain par le biais de l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID). Le contenu de cette publication engage uniquement la responsabilité de l'auteur et ne reflète pas nécessairement les points de vue d'USAID ou du gouvernement des États-Unis.

